

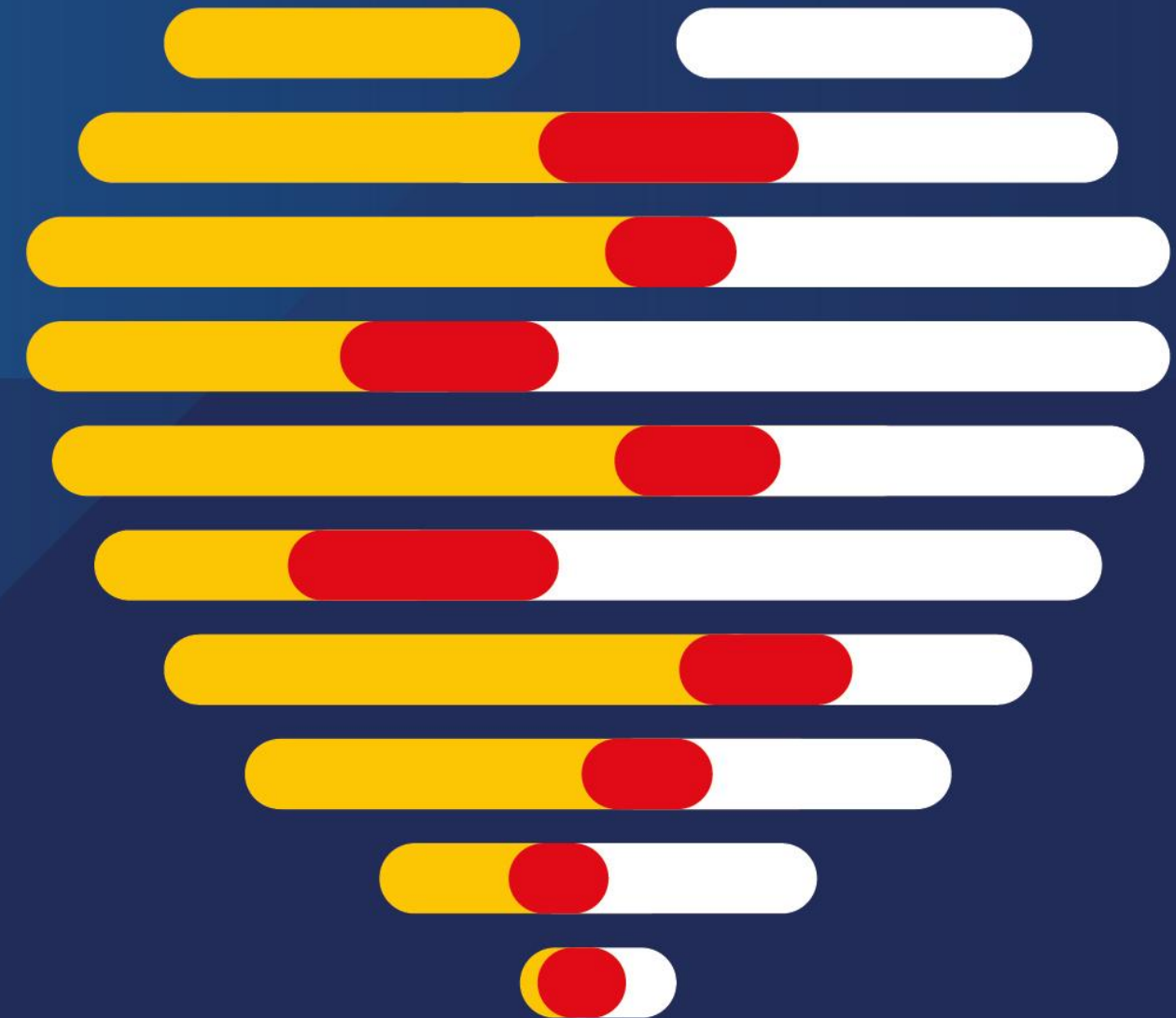
Maîtrise des comptes publics : la santé d'abord !

24 SEPTEMBRE 2026

Conférence de presse

Rexecode &

PRO BTP
GROUPE



REDRESSER LES FINANCES PUBLIQUES : UN ENJEU URGENT DE SOUVERAINETÉ





Un ratio de dette publique qui croît tendanciellement beaucoup plus vite que l'économie...

- 59,7 points de PIB en 2000 vs. 115,7 points de PIB en 2025.
- +20 % pour le PIB/habitant vs. +130 % pour la dette publique/habitant.

...Cet endettement ne s'est pas matérialisé par une surperformance française relativement à ses voisins (PIB/habitant ; taux de chômage ; productivité ; éducation ; etc.).





Un endettement amené à s'aggraver (1/3)

- 5,1 % du PIB de déficit public en 2025.
Objectif officiel *initial* 2026 : ne pas s'éloigner des 5 %.
- Des besoins collectifs impératifs massifs à financer : décarbonation ; adaptation des logements et des infrastructures ; vieillissement ; défense ; réindustrialisation des productions critiques ; etc.
- La charge de la dette sous l'effet de la hausse massive des taux d'intérêt.





Un endettement amené à s'aggraver (2/3)

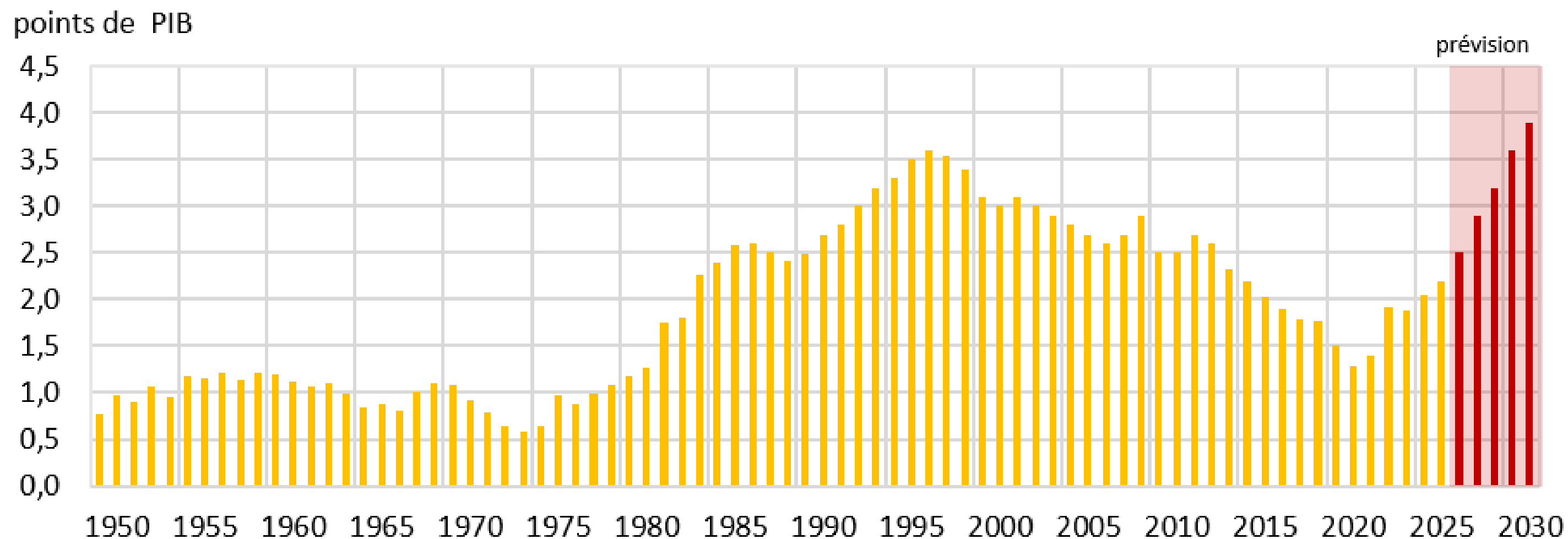
- Taux d'intérêt passé de 3,5 % en janvier à 4,5 % en septembre (guerre au Moyen-Orient ; USA ; endettement allemand ; besoins IA ; etc.).
- Prévisions : 2,9 points de PIB de charge de la dette en 2027 et quasiment 4 points en 2030.





Un endettement amené à s'aggraver (3/3)

Évolution de la charge d'intérêts sur la dette publique



Source : Insee - comptes nationaux, calculs Rexecode

© Rexecode et PRO BTP





Entrée dans une zone à risque pour nos finances publiques et donc notre souveraineté économique

- Taux d'intérêt réels ➤ croissance = effet « boule de neige ».
- Le refinancement de l'encours arrivant à échéance accroît la sensibilité aux taux d'intérêt.
- Menaces d'une crise qui contraindrait à un ajustement massif et brutal et dégraderait l'accès aux financements :
 - hausse des impôts et baisse des dépenses publiques ;
 - chute de l'investissement des entreprises et des ménages ; faillites ; chute de la consommation.



- 
- 
- Déficit supérieur à 5 points de PIB, dette publique à 116 points de PIB, contexte durable de taux d'intérêt élevés : **la France est entrée dans une zone de tensions qui va faire peser de fortes contraintes sur ses choix de politiques publiques.**
 - L'urgence budgétaire risque de conduire au sacrifice de notre modèle social et, plus spécialement, de notre système de santé.
 - Ainsi, entamer le redressement de nos comptes publics de notre propre initiative est indispensable **pour préserver l'indépendance de nos choix politiques et assurer la protection des Français, à commencer par les plus fragiles.**



LA SANTÉ : L'ENJEU IMMÉDIAT





L'emballlement des dépenses de santé (1/2)

- Le financement des retraites au cœur du débat économique alors que la santé en est totalement absente !
- Pourtant, sa dynamique est bien plus forte : les dépenses de santé ont augmenté de près d'1 point de PIB entre 2015 et 2024, quand les dépenses de retraite ont légèrement reculé.

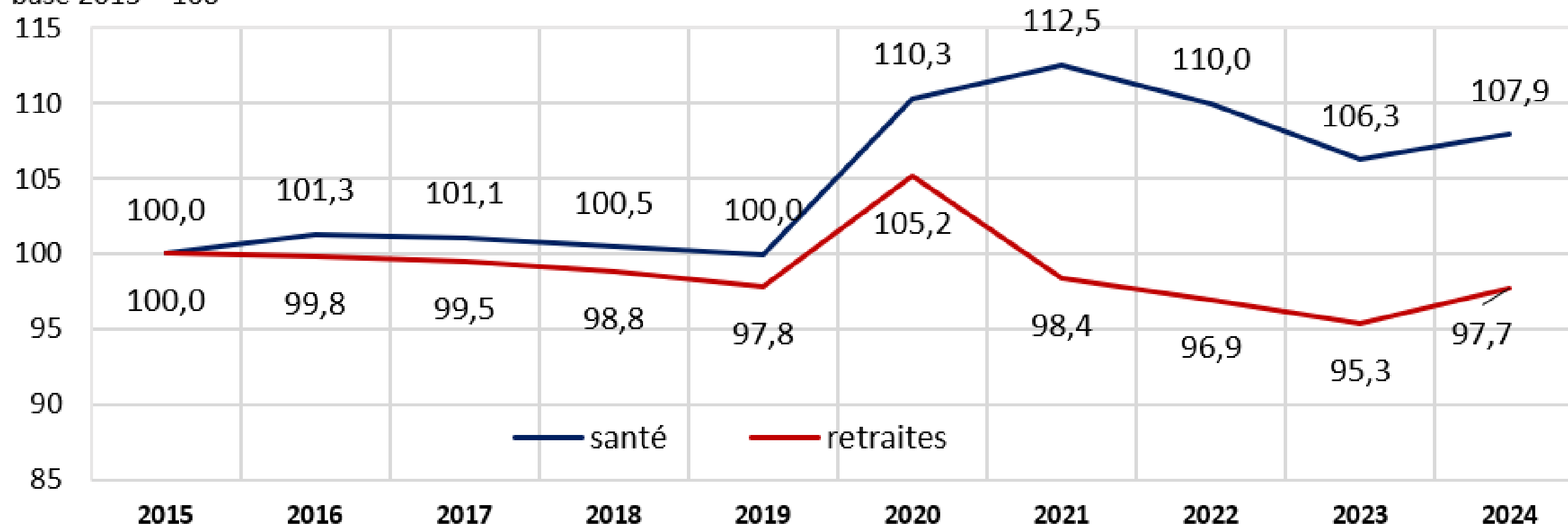




L'emballlement des dépenses de santé (2/2)

Trajectoire des dépenses de retraites et de santé en comptabilité nationale

base 2015 = 100



Source : Insee - comptabilité nationale (COFOG), calculs Rexecode

Note de lecture : les dépenses de retraites incluent ici l'ensemble des prestations directes et de reversions, les dépenses de santé incluent toutes les dépenses liées aux soins et aux revenus de remplacement, mais excluent l'investissement. Chaque courbe retrace l'évolution du montant des dépenses exprimé en point de PIB, en partant d'une base 100 pour 2015.





Alors que les dépenses de retraite, au cœur des débats, apparaissent maîtrisées jusqu'en 2035 au regard de la richesse nationale, la dynamique des dépenses de santé soulève des questions de soutenabilité et d'urgence.

UNE RÉFORME D'ENSEMBLE EST NÉCESSAIRE





La hausse des prélèvements : un répit de très court terme

À titre illustratif, le cas d'une hausse de la CSG :

- Nécessité d'augmenter la CSG de près d'1 point immédiatement pour traiter le déficit existant, puis de nouvelles hausses équivalentes tous les 4 ans !
- 30 % des gains de pouvoir d'achat anticipés seraient absorbés !
- Sans même prendre en compte les effets de second tour sur la croissance.





Une transformation profonde du système de santé est impérative

- Réforme devant être transversale : organisation des soins, coordination entre professionnels de santé, modalités de tarification, révision des études médicales, relations patient-professionnel de santé, etc.
 - Condition *sine qua non* avant de viser le virage préventif, recommandé par la littérature.
- Double dividende de la prévention :
 - garantir la pérennité d'un accès universel à des soins de qualité tout en améliorant effectivement la santé et donc, *in fine*, la croissance.

Leviers indispensables pour permettre la maîtrise des dépenses de santé tout en assurant la qualité des soins et l'universalité de leur accès.





Dans un contexte de vieillissement de la population et d'une sortie du marché du travail de plus en plus tardive, il est essentiel de suivre et de conseiller les patients bien avant l'apparition de pathologies. Ce sera le prix à payer pour ne pas regarder, dans quelques années, notre système de santé avec des accents de nostalgie.





Thématiques abordées lors des prochains travaux

- Système de santé : état des lieux/diagnostic (publication le 17 novembre)
- Pistes d'efficiency en matière de dépenses de santé (courant janvier 2027)
- Santé : vecteur de croissance économique (mars-avril 2027)

